

## CONSEIL NATIONAL des 9 et 10 février 2019

### Résolution politique adoptée

# LA RÉVOLUTION CITOYENNE FACE A L'EFFONDREMENT ANNONCÉ

## I. Climat, environnement : le temps presse

Deux ans. Il nous reste deux ans pour tout changer. Voilà ce qu'en septembre dernier déclarait à peu près en ces termes Antonio Guterres, le Secrétaire général des Nations unies. Quelques semaines après sa déclaration, le rapport du GIEC était publié. Fondé sur 6000 articles scientifiques, il est sans appel : si nous ne changeons pas totalement les politiques engagées afin notamment de diminuer les rejets de CO2 dans l'atmosphère, le pire est désormais certain. Vagues de chaleur, extinctions d'espèces, réduction des glaces polaires en lien avec la montée du niveau des mers, sécheresses suivies de tempêtes, multiplication des typhons, acidité des océans, dégel du permafrost... de quelque côté que l'on l'aborde, le dérèglement climatique aura des conséquences irrémédiables pour la vie sur terre. L'humanité, comme toutes les espèces vivantes, est frappée de plein fouet par tous ces bouleversements. Elle a déjà commencé à les subir et les déplacements de millions de réfugiés climatiques sont d'ores et déjà en cours. D'ici 2050, on en prévoit 250 millions.

Tout cela ne peut que nous renforcer dans notre volonté de se battre dixième de degré par dixième de degré pour limiter au maximum les conséquences de l'effondrement. Pour cela, un choix clair et fort, ne souffrant aucune ambiguïté, doit être fait : contre la poursuite d'une logique capitaliste, productiviste et extractiviste, nécessitant toujours plus d'énergie, c'est le choix de la diminution drastique de l'exploitation des ressources naturelles et humaines pour nous recentrer sur nos besoins ; contre le grand déménagement du monde aux conséquences humaines désastreuses, c'est le choix d'un retour à des productions et des consommations locales, de taille humaine, le choix également du protectionnisme social et solidaire ; contre l'abandon des services indispensables à chacun.e à une logique marchande ultra-libérale, c'est celui de la défense de nos services publics et des biens communs ; et plus largement, contre la logique de concurrence et de guerre entre tou.te.s., c'est celui d'un projet pour plus de liens, de coopération et de paix.

Ce choix, nous l'avons fait depuis longtemps et ne cessons de marteler la nécessité de passer à cet autre modèle économique et social à l'échelle nationale pour devenir modèle en la matière. Mais au-delà de ce projet de société et du programme que nous défendons, nous devons désormais nous préparer à la suite. De ce qui nous attend, nous ne savons certes pas grand-chose, si ce n'est que l'écosystème connaîtra divers seuils de rupture, des phénomènes exponentiels et toutes sortes d'accélération. Leur rythme et les lieux où ils se produiront sont pour beaucoup imprévisibles. Mais il est certain que les premières victimes du changement climatique seront et sont déjà les populations les plus démunies de la planète.

Nous devons donc nous apprêter à être plongés dans l'inconnu. Cependant, la *collapsologie*, science de l'effondrement qui s'est beaucoup développée ces dernières années, nous apporte des clés et nous permet de nous poser les bonnes questions. Comment partager au mieux l'avancée des connaissances, aussi bien théoriques que pratiques, pour les intégrer à notre projet politique ? Nous faut-il penser des transitions en espérant éviter de grands bouleversements ou bien nous préparer dès maintenant à ces bouleversements désormais inéluctables en anticipant les questions écologiques mais aussi économiques, sociales, migratoires et démocratiques qu'ils ne manqueront pas de poser ? Dans tous les cas les dérèglements et le réchauffement climatique en cours demandent des réponses urgentes et radicales. De son côté, la nouvelle génération se mobilise, tels le mouvement initié par Greta Thunberg, une suédoise de 16 ans, et les manifestations hebdomadaires de collégien.ne.s, lycéen.ne.s et étudiant.e.s de « Youth for Climate » en Belgique qui mettent les gouvernements face à leur responsabilité de construire un avenir durable pour les générations futures.

Au plan international, nous poursuivons deux objectifs principaux. Dans un monde chaotique, où le droit international est bafoué par ceux qui prétendent le défendre, États-Unis en tête, nous devons œuvrer à la paix. Ce combat pour la paix suppose que la France soit toujours du côté de la négociation, en toute indépendance, dans le cadre prioritaire de l'ONU. Il faut donc redéployer l'action internationale de la France dans le sens d'une coopération renforcée avec des partenaires des espaces méditerranéen, africain, latino-américain, de la francophonie politique ; des puissances émergentes avec lesquelles, même si elles sont capitalistes, nous partageons des objectifs essentiels comme la fin du statut exorbitant du dollar.

Dans cet horizon, le Parti de Gauche peut être fier de l'outil précieux que constitue le Manifeste pour l'écosocialisme qu'il a adopté dès mars 2013, publié et réactualisé depuis. Sa réédition doit être l'occasion de relancer toute notre réflexion, à l'aune des données actuelles. Nous sommes plus que jamais déterminés à faire connaître au plus grand nombre ces 18 thèses et à faire avancer la prise de conscience collective, non seulement des problèmes qui nous attendent tou.te.s, mais encore des solutions que nous pouvons apporter. Malheureusement, on ne peut pas faire le constat d'une telle volonté du côté des pouvoirs en place en France et dans le monde.

En effet, tous les signaux d'alarmes ont beau être lancés de toutes parts, l'évocation de l'urgence écologique donne uniquement lieu à de grandes phrases et de jolis slogans, en novlangue, de la part de ceux-là mêmes qui sont responsables de la situation. Ainsi, au lendemain de la publication du rapport du GIEC a-t-on vu Emmanuel Macron communiquer sur le fait que nous avons toutes les cartes en main pour changer la donne... à condition que tout le monde s'y mette ! Pur cynisme, lorsque l'on sait que le passage aux énergies renouvelables se fait cruellement attendre en France. De plus dans le cadre de la loi énergie, le gouvernement renonce à diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre (GES) en s'affranchissant des contraintes de l'Accord de Paris.

Aujourd'hui, alors que la priorité devrait être l'accélération à grande vitesse de la mise en place d'une planification écologique comme proposé dans *l'Avenir en commun*, les dirigeants et leurs émissaires vont de sommets en COP pour s'auto-congratuler. L'effondrement en cours semble être devenu pour eux une occasion, parmi tant d'autres, de s'acheter une image à grands coups de communication. La manœuvre

est tellement grossière qu'elle a provoqué la colère de nombre de citoyen.ne.s, comme le montre le succès inédit de « L'affaire du siècle », pétition de soutien à une action en justice visant à attaquer l'État pour « inaction climatique ». Que ce soit sur l'alimentation biologique, le glyphosate, le nucléaire, les avantages fiscaux dont profitent les multinationales les plus polluées..., le gouvernement va clairement à l'encontre de la volonté du peuple.

Et pour couronner le tout, lorsqu'il est question d'agir et de montrer enfin sa volonté de changement en faveur du climat, le gouvernement ne trouve rien de mieux à faire que de s'en prendre aux classes populaires en augmentant le prix des carburants sans proposer d'alternative à celles et ceux qui continuent d'avoir besoin de leur véhicule au quotidien. À la veille d'une catastrophe mondiale, voilà la seule réponse, dérisoire, injuste et méprisante envers le peuple que Macron et sa bande ont trouvée. Mais cette fois-ci, l'entourloupe de trop est à l'origine d'une insurrection populaire jamais vue depuis des décennies. Or, si elle a été l'occasion de revendications plus larges que celles directement liées à la question écologique, nous gardons à l'esprit que fin du mois et fin du monde sont étroitement liées. De leur côté, les élu.e.s du RN, malgré leur volonté d'apparaître comme acceptables, montrent leur vrai visage, dans les assemblées où ils siègent : racistes, libéraux et climatosceptiques.

## **II. L'impasse des traités européens et l'insurrection citoyenne des Gilets Jaunes**

Depuis des mois, une frange de la France invisible réinvestit le combat politique et met à mal le projet de Macron qui cherchait à reconstituer pour les européennes son axe des prétendus progressistes contre les nationalistes. Face à eux le gouvernement n'a qu'une réponse, la répression. Les revendications que portent les Gilets Jaunes, nous les partageons et les portons pour la plupart de longue date. Les revendications des Gilets Jaunes entrent en conflit avec les traités européens actuels. C'est pourquoi il faut envoyer des élu.e.s de combat au Parlement européen pour sortir de ce carcan.

Dès lors, pour les élections européennes qui viennent percuter le calendrier de l'histoire sociale du pays, nous pensons que la liste à même d'offrir un levier politique au mouvement des Gilets Jaunes est la liste France insoumise, du fait des revendications qu'elle porte de souveraineté populaire, de lutte contre le libre-échange et l'austérité. Reste à convaincre de l'utilité stratégique d'aller voter, tant le Parlement européen paraît impuissant face à une Commission toute puissante.

Emmanuel Macron instrumentalise le mouvement des Gilets Jaunes et le « Grand Débat » pour faire campagne en vue des élections européennes qui se tiendront au mois de mai. Lors de sa campagne présidentielle, il s'est proclamé le candidat de l'Union européenne. Le Rassemblement National prétend changer l'Europe en s'associant aux gouvernements d'extrême droite au pouvoir dans d'autres pays. Cette stratégie est la même que celle préconisée par les gouvernements sociaux-démocrates lorsqu'ils étaient majoritaires en Europe dans les années 90. On sait où cela nous a menés : au référendum de 2005 et à la forfaiture du traité de Lisbonne de 2008. Nous continuons à travailler la stratégie plan A /plan B, qui est la seule capable de rompre l'étau des traités de l'UE. Les Grecs n'avaient qu'un plan A tandis que les conservateurs britanniques n'avaient que le plan B, le *Brexit*, comme point de départ. Ces méthodes sont perdantes face à une Commission européenne et 27 États membres. C'est l'articulation des deux qui nous permettra d'appliquer notre programme et de retrouver les moyens d'un vivre ensemble en Europe

respectueux des souverainetés populaires. Nous continuons, avec nos partenaires européens de « Maintenant le peuple », à travailler à des convergences, notamment lors des sommets plan A / plan B.

Pour gagner les européennes, le premier enjeu est le retour aux urnes des insoumis.es et sympathisant.e.s. A ce titre, le lancement des holovans de la FI dans les 471 villes les plus insoumises est une bonne nouvelle. Partout, il faut raconter les victoires comme les batailles. Le Parlement européen ne peut pas tout – il ne faut pas mentir – mais il peut beaucoup. Chaque voix compte. Nous avons gagné des batailles importantes, comme sur la pêche électrique et le glyphosate.

Nos député.e.s européen.ne.s seront des artisans précieux, pour préparer sa mise en œuvre lorsque nous aurons le pouvoir en France. Seul un.e chef.fe d'État peut engager la signature de son pays sur la base du suffrage universel. Les eurodéputé.e.s peuvent enclencher l'article 48 demandant la révision des traités européens. Nous avons conscience que nous ne gagnerons pas forcément un vote face aux libéraux de tout poil. Mais c'est un outil précieux pour servir d'électrochoc et continuer de propager la stratégie du plan A / plan B.

Nos député.e.s européen.ne.s seront utiles pour défendre nos points de vue au Parlement et ainsi faire connaître notre stratégie et élargir nos partenariats ; nos député.e.s européen.ne.s seront utiles pour alerter les opinions publiques sur les accords signés en catimini par l'UE ; nos député.e.s européen.ne.s seront utiles pour soutenir des luttes environnementales et sociales qui se multiplient à cause des politiques libérales imposées par les traités. Surtout, nos député.e.s européen.ne.s seront utiles car nous avons un plan A et un plan B que nous continuons à défendre et partager.

L'apparition du mouvement des Gilets Jaunes sur la scène de la contestation sociale valide complètement notre analyse de la période où nous sommes. Nous pouvons donc redire avec force ce que notre dernier congrès avait déjà affirmé dans son texte d'orientation : l'outil de prise de pouvoir, c'est le mouvement citoyen. Donc à plus forte raison aujourd'hui, à l'approche des élections européennes, il est pour nous hors de question d'un retour aux vieilles combines et de redonner de l'air à des recettes passées. Le Parti de Gauche ayant déclaré mettre toutes ses forces à travailler pour la réussite du mouvement de la France Insoumise, nous réitérons notre refus d'une résurgence de vocabulaire devenu démoralisant et démobilisateur, tel que « union de la gauche », « regroupement de la gauche », « rassemblement de la gauche », fût-ce ce vocabulaire enrobé par une référence à un « nouveau front populaire ». Le présent appelle à un « front du peuple » tout comme la solution viendra d'une assemblée du peuple réunie pour la Constituante. Gardons le cap !

### **III. Gilets Jaunes : insurrection citoyenne et revendication démocratique**

Le mouvement des Gilets Jaunes a amorcé dans notre pays un formidable processus de conscientisation politique. Sur les ronds-points, dans les rues, sur les places publiques de France, un mouvement citoyen prend corps : il définit ses revendications collectives, ses modes de fonctionnement, développe ses propres outils de communication. Le Parti de Gauche se réjouit de l'irruption populaire en cours : depuis 18 mois des milliers de concitoyennes et concitoyens ont fait l'expérience de l'injustice de la politique de

classe du gouvernement Macron. Elle a réveillé un mouvement lycéen et étudiant inédit d'ampleur nationale.

À vrai dire, nous n'avons jamais souscrit à la fable d'un peuple dépolitisé, qui aurait renoncé à penser le politique. Nos pratiques d'éducation populaire, tournées vers l'implication du grand nombre en partant des colères des gens, nous avaient régulièrement confirmé qu'ils étaient bien plutôt lassés des fausses alternances, rendues possibles par la remise en selle du FN - devenu RN - à chaque élection, et par l'impuissance dans laquelle les place la Constitution de la 5<sup>ème</sup>République.

Face à la crise sociale, démocratique et écologique actuelle, Emmanuel Macron et Edouard Philippe refusent d'entendre les revendications. Ils n'ont que la violence et l'enfumage à offrir au mouvement des Gilets Jaunes : des dizaines de citoyen.ne.s blessé.e.s par les lanceurs de balles de défense (LBD), les grenades et matraques, des milliers d'arrestations et de nombreuses entraves au droit de manifester, des dizaines de lycéen.ne.s humilié.e.s, arrêté.e.s et exclu.e.s de leur établissement. La répression politique s'abat sur le mouvement social. Ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner a engagé une politique d'escalade de la violence. Il est comptable des violences et des blessé.e.s. La moindre des choses serait qu'il démissionne. Le projet de loi anti-manifestation adopté en première lecture à l'Assemblée dans le cadre de l'union des droites inquiète tous les défenseurs des droits humains. Son adoption serait un recul terrifiant pour le droit de manifester. Il doit être abandonné. Le traitement médiatique du soulèvement des Gilets Jaunes a montré la volonté des éditocrates de décrédibiliser le mouvement. L'information doit être libérée de la propriété de la classe dominante.

Les derniers rebondissements de « l'Affaire Benalla » sont une autre preuve de la déliquescence des institutions de la 5<sup>ème</sup>République. L'affaire des passeports diplomatiques conservés par Benalla, l'enregistrement secret Benalla / Crase et la perquisition à Mediapart montrent bien que la République est confisquée par une petite caste politico-financière soucieuse de protéger ses intérêts. De révélations en révélations elle montre bien l'anachronisme d'une 5<sup>ème</sup> République aux mains d'une oligarchie qui use des moyens d'État pour protéger ses membres et intimider ses adversaires.

Emmanuel Macron ajoute la diversion à la répression. Son « Grand Débat National » est non seulement un artifice pour gagner du temps, mais aussi pour achever de casser les acquis du Conseil national de la Résistance (sécurité sociale, retraite par répartition et services publics). A noter que la plateforme « Cap Collectif » utilisée par le débat est une boîte noire qui collecte, traite et synthétise les données des participant.e.s de façon opaque. Jupiter se fait désormais Napoléon III. Il renvoie l'image d'un Prince-Président évoluant dans une dimension parallèle, prêchant la « Bonne Parole » auprès d'élu.e.s spectateur.trice.s. A rebours de cette démarche d'enfumage généralisé, le Parti de Gauche le réaffirme : la solution, c'est le Peuple. La méthode, c'est la Constituante. Le Parti de Gauche réaffirme sa volonté de proposer l'inscription dans cette future Constitution des droits humains et écologiques : le droit à l'IVG, la règle verte, le mariage pour tou.te.s, la laïcité... Cette voie de la Constituante est celle de l'apaisement. C'est en remobilisant les citoyen.ne.s, en leur permettant d'écrire les nouvelles règles de fonctionnement de la République, que se renouera le fil de la confiance avec les institutions qu'ils.elles se donneront eux.elles-mêmes.

Là aussi le Président Emmanuel Macron a commis une terrible erreur, voire une manipulation, en proposant que le débat national qu'il a imposé dans le cadre du mouvement des Gilets Jaunes aborde la question de la laïcité et des migrations, faisant écho à la rhétorique d'extrême droite. Cédant aux pressions des lobbys religieux, il entend revenir sur des éléments essentiels concernant la neutralité de l'État, la non-ingérence dans l'organisation des cultes et leur financement. Prenant prétexte du culte musulman, il remet en cause les principes fondamentaux de la loi de 1905. En lieu et place de la laïcité il prétend promouvoir un principe de tolérance et de reconnaissance des communautés religieuses, et se plie à une conception en cours dans nombre de pays européens. De nombreuses associations laïques, syndicales et de défense des droits humains se sont réunies autour d'un appel simple : « *Les organisations signataires rappellent donc solennellement l'intangibilité des principes solidairement posés par la loi.* » C'est inédit dans le camp laïque depuis des dizaines d'années, que 30 organisations et associations se soient unies pour dénoncer les annonces du Président Macron et sa volonté de réformer la loi de 1905. Son projet est de démonter les principes de séparation des pouvoirs, en instaurant une République concordataire. Le Parti de Gauche invite à rejoindre et à amplifier toutes les initiatives unitaires pour préserver la loi de 1905, dans son esprit et donc dans sa lettre. Le Parti de Gauche réaffirme que la laïcité est un principe fondateur sur lequel doit se construire la 6<sup>ème</sup> République.

Les militant.e.s du Parti de Gauche sont présent.e.s et accompagnent les différents week-ends de mobilisation des Gilets Jaunes, ainsi que celle des lycéen.ne.s, étudiant.e.s et de l'éducation nationale contre les réformes de Parcoursup', ORE et SOCLE. Une grande partie des revendications portées par les Gilets Jaunes portent sur un grand désir de justice sociale et fiscale : le rétablissement de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune, la progressivité de l'impôt, le refus de payer la dette à vie et de financer les « chèques-cadeaux » aux ultra-riches. Les Gilets Jaunes demandent aussi plus de démocratie directe : c'est le sens du Référendum d'Initiative Citoyenne qui est devenu l'une de leurs propositions emblématiques. La France insoumise et le Parti de Gauche sont en phase avec cette revendication : le Groupe parlementaire a en effet déposé en janvier à l'Assemblée nationale une proposition de loi demandant la mise en place du RIC. Pour le Parti de Gauche, le RIC est une porte d'entrée importante vers une revendication plus globale : la mise en place d'une Constituante et le passage à une 6<sup>ème</sup> République renouvelée par l'intervention et le contrôle citoyen.

En attendant, le pouvoir ne parvient pas à contenir les revendications populaires malgré la répression, le soutien de la caste médiatique et les tentatives de diversion. La seule sortie de crise possible passe par la désescalade de la violence. Le gouvernement et le Président doivent accéder aux revendications ou se démettre et convoquer une nouvelle fois le peuple devant les urnes.

Ainsi, pour toutes ces questions, qu'elles soient environnementales, sociales ou démocratiques, le Parti de Gauche se range une fois de plus du côté du peuple face à un pouvoir autoritaire et borné. Nul doute que les prochains mois, avec les échéances à venir, constitueront un moment essentiel. Armé.e.s du Manifeste pour l'Ecosocialisme, le Parti de Gauche et ses militant.e.s veilleront à ce que se fassent entendre les revendications populaires légitimes. Elles sont en effet le fondement de la révolution citoyenne.